

Les inégalités économiques n'ont aucun sens moral

Author : Ruwen Ogien

Categories : [Eco](#), [Philo Contemporaine](#)

Date : 13 juillet 2012

La tentative de justifier les inégalités économiques par des raisons dites « morales » comme la sanction de la « paresse » ou la récompense du « mérite » s'exprime désormais sans aucun complexe dans le débat public, à droite comme à gauche.

En se fondant sur plusieurs enquêtes étalées dans le temps relatives à la perception de la pauvreté en Europe, le sociologue Nicolas Duvoux observe que « l'explication de la pauvreté par la paresse » n'a cessé de gagner du terrain au cours des années 1990, au détriment de « l'explication par les phénomènes macro-économiques » (Nicolas Duvoux, *Le nouvel âge de la solidarité. Pauvreté, précarité et politiques publiques*, La république des idées, Paris, Seuil, 2012).

C'est probablement pour cette raison que les attaques politiques contre la « fraude » aux services sociaux sont si populaires, ainsi que les projets de faire accomplir des travaux d'intérêt général aux bénéficiaires de l'allocation sociale minimale dite « revenu de solidarité active » (RSA) comme s'ils étaient des criminels bénéficiant d'une peine de substitution. Pourtant, ce qui caractérise le plus le RSA, ce n'est pas le désir d'en profiter indûment en fraudant, mais le fait que la grande majorité de ceux qui y ont droit ne le demandent même pas !

En 2010, seules 450 000 personnes en ont bénéficié sur 1, 5 million qui auraient pu le demander, ou l'ont demandé et ne l'ont pas obtenu en raison de complications administratives (*ibid*).

Dans ces conditions, ce n'est pas la « fraude sociale », somme toute minime ou, en tout cas, infiniment moins importante que l'évasion fiscale des riches, qu'il faudrait combattre en priorité, mais le non recours massif aux aides sociales auxquelles les plus pauvres ont droit. Mais la connaissance de ces faits ne suffirait probablement pas (hélas !) à calmer le ressentiment des gens contre les « parasites » et les « fainéants », et les diatribes des politiciens contre le « cancer de l'assistanat ».

Dans le débat philosophique récent, il existe toutes sortes de tentatives extrêmement élaborées de trouver des justifications théoriques systématiques à ces opinions populaires. La plus en vogue actuellement repose sur l'idée morale de responsabilité individuelle (Jean-Fabien Spitz, *Abolir le hasard ? Responsabilité individuelle et justice sociale*, Paris, Vrin, 2008).

Si, disent ses défenseurs, vous préférez travailler le moins possible, si vous n'avez aucune intention d'arrêter de fumer, de boire des bières ou de manger goulument, et si, de plus, vous vous êtes débrouillé pour ne pas être assuré alors que vous pouviez l'être, il n'est pas injuste que

vous en subissiez les conséquences à tous points de vue. Il serait même immoral que les citoyens vertueux, modérés, raisonnables, pâtissent de vos choix de vie imprudents et irresponsables, et soient contraints de payer pour eux. À mon avis cette justification morale des inégalités économiques et sociales est loin d'être fondée.

Pourquoi ? Supposons qu'un individu vivant dans un pays ultralibéral, où chacun est libre de ne pas s'assurer, fasse le choix de conduire en état d'ivresse, en refusant les conseils de ses amis, alors qu'il n'a pas de couverture sociale.

Supposons aussi que ce citoyen se retrouve ensuite planté contre un arbre et gravement blessé. Pourquoi la société devrait-elle payer une somme considérable pour réparer les dégâts que cet individu s'est causé à lui-même, alors qu'il aurait pu les éviter s'il avait fait preuve de cette prudence minimale qu'on peut raisonnablement attendre de tous, quelles que soient les circonstances? On peut rendre l'histoire encore plus déprimante.

Supposons qu'après avoir été plusieurs fois soigné à la suite d'un accident de circulation très grave qu'il a causé en état d'ivresse, ce même individu récidive dans les mêmes conditions. Ne serait-il pas légitime que l'hôpital lui ferme définitivement ses portes, même s'il est en train de mourir?

Évidemment aucun penseur raisonnable ne va jusqu'à défendre l'idée qu'il serait parfaitement normal de le laisser agoniser devant les portes de l'hôpital en lui donnant des leçons de morale (s'il peut encore les entendre), et en l'invitant à rejoindre une association d'alcooliques anonymes dans une prochaine vie (si ses convictions religieuses lui permettent d'envisager une telle possibilité).

Tous cherchent des moyens de contrer cette implication contre intuitive de leur programme, et de montrer que leur conception n'implique nullement l'abandon à leur sort de personnes dont la situation est devenue absolument dramatique à la suite de choix individuels défectueux. Le fait que ces questions sont légitimes et ces réponses plausibles montre, au moins, que la justification morale des inégalités économiques par la responsabilité individuelle n'est pas du tout garantie, même par ses défenses les mieux construites. Elles font l'objet de débats interminables en éthique de la santé par exemple : Shlomi Segall, *Health, Luck, and Justice*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

Personnellement, j'en tire la conclusion plus radicale que si les meilleures justifications morales des inégalités sont mauvaises, alors aucune n'est bonne. Mais c'est une idée que je ne peux pas développer complètement ici. Je peux dire cependant, que ce que je conteste seulement, c'est l'existence de justifications morales aux inégalités économiques. Je laisse complètement de côté, la question de savoir s'il existe des explications causales historiques (il y en a certainement) ou des justifications économiques ou psychologiques (il y en a probablement) à ces inégalités.

iPhilo - la philosophie en poche

La première application de philosophie pour iPhone

<http://iphilo.fr>

Je ne m'intéresse pas aux causes des inégalités économiques, mais à ses justifications morales.
Ce sont ces justifications que je trouve toutes infondées.